

## CONSEIL NATIONAL des 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2017

### Résolution politique adoptée

# La Révolution citoyenne entre à l'Assemblée !

La stratégie de la Révolution citoyenne poursuivie lors des campagnes présidentielle et législatives a porté ses fruits. À 600 000 voix près, soit 2,5% des exprimés, le cours de l'histoire basculait d'un coup, emportant la monarchie présidentielle et permettant la convocation de la Constituante grâce à l'élection de Jean-Luc Mélenchon. Malgré les institutions et leur calendrier et le poids considérable de la logique oligarchique du système, malgré une abstention record, la poursuite de la dynamique de la France Insoumise a permis la constitution d'un groupe autonome portant l'écosocialisme, ou en d'autres termes, l'humanisme écologique et social à l'Assemblée nationale.

Alors que la crise de régime s'approfondit et alors que le nouveau gouvernement est d'ores et déjà en pleine crise, qu'il s'apprête à imposer une politique d'une violence sociale sans précédent, à piétiner nos libertés et à remettre en cause notre souveraineté, la France Insoumise est la première force d'opposition dans le pays. Pour la suite, notre tâche est immense : transformer la colère froide contenue dans cette forme de grève générale civique qu'est l'abstention en une force de résistance et de conquête, et fédérer toutes les énergies disponibles dans un grand front social et politique, un nouveau front populaire en quelque sorte. Sept millions de femmes et d'hommes ont soutenu un projet de société alternatif au système au travers du programme *l'Avenir en commun*, plus de 500 000 se sont regroupé.e.s sur la plateforme France Insoumise pour agir de mille et une façons afin qu'adviennent demain les jours heureux.

La séquence électorale marque l'effondrement des partis traditionnels. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un candidat est choisi et promu par les puissances financières qui possèdent 90 % des médias. Conformément à la vague dégauchiste que nous avons annoncée, le peuple a balayé nombre de sortants, tandis qu'Emmanuel Macron a opéré l'absorption de pans entiers des partis LR et PS autant en recyclant une partie de leurs candidat.e.s, qu'en rendant inaudibles les autres, porteurs d'une offre politique largement compatible avec son projet. Avec la défaite de Jean-Christophe Cambadélis, de Marisol Touraine et de tant d'autres, avec une courte victoire de Manuel Valls dans un résultat contesté, le parti d'Épinay est très lourdement sanctionné. Le PS continuera-t-il d'exister avec son maigre groupe parlementaire qui n'est même pas clair sur le fait de refuser la confiance au gouvernement ? Quant à Benoît Hamon, il ferait mieux de faire un ultime pas et de rejoindre la dynamique de la France Insoumise, au lieu d'ajouter à la confusion.

Après un échec de la campagne d'entre deux tours de la présidentielle, le FN, en perte de dynamique notamment grâce au combat que nous avons mené contre ses idées, se retrouve plongé dans une crise interne et stratégique.

Après les échecs successifs des politiques de Sarkozy et de Hollande, le Medef, la finance et les lobbys ont de facto pris les pouvoirs avec nombre de ministres, député.e.s et membres éminent.e.s des cabinets en courroie de transmission directe sans intermédiaires. Les voilà épaulés par un gouvernement « d'expert.e.s » de l'ENA et de HEC, de nombreux/ses « consultant.e.s », dans un casting de classe

assumant aussi ici ou là des choix électoralistes communautaristes. Les député.e.s LREM à l'Assemblée, nommé.e.s par un cabinet de recrutement dans la pure tradition des grandes entreprises, se montrent prêt.e.s à « marcher au pas » en acceptant de se museler d'emblée en votant pour les ordonnances, après avoir pour la plupart d'entre eux/elles refusé tout débat pendant la campagne. Certain.e.s pendant la campagne ont osé prétendre qu'il fallait leur faire confiance pour assurer eux/elles-mêmes l'opposition « en même temps » qu'ils/elles assurent une majorité au président, poussant le cynisme jusqu'à parler de « scénariser un semblant de débat ». En réalité, derrière c'est un moment d'« hyper-présidentialisation » de la vie politique que nous connaissons, bien symbolisé par la mise en scène permanente de l'exercice présidentiel.

Après une campagne de second tour de la présidentielle sommant le peuple d'adhérer au programme Macron pour battre l'épouvantail Le Pen, la campagne des législatives s'est soldée par une injonction à donner les pleins pouvoirs au monarque, sans débat et même sans information précise sur les projets en cours, sinon celle assurée par certains médias aussitôt attaqués. Tout cela a produit une éviction progressive du peuple, alors même qu'il s'agissait d'une séquence électorale dont l'abstention et les votes blancs sont le signe ultime. Déjà nombreux pour le second tour de la présidentielle, ils sont devenus majoritaires aux législatives.

En effet, l'abstention, après avoir déjà atteint un record historique en dépassant les 51,29% au premier tour des élections législatives, s'est élevée à 57,4% au niveau national, à 70% dans certaines circonscriptions, jusqu'à 88% chez les Français.es de l'étranger. Elle révèle l'état d'épuisement historique des institutions de la V<sup>e</sup> République. Alors que le calendrier même de notre monarchie présidentielle est censé conforter et amplifier dans les élections législatives les scores de l'élection présidentielle, la République en Marche a enregistré un score ne représentant que 13,44% des inscrits, contre 18,19% au premier tour de la présidentielle. Si la V<sup>e</sup> République lui donne un groupe écrasant à l'Assemblée nationale, la vague est bien moins forte qu'annoncée.

Après avoir martelé matin, midi et soir, la victoire du camp du nouveau monarque, le parti des médias n'a réussi qu'à détourner des urnes une partie croissante de l'électorat. « Les jeux sont faits » annonçaient-ils, alors à quoi bon aller voter ? Les candidat.e.s LR comme PS sont Macron-compatibles, alors à quoi bon les départager dans nombre de circonscriptions ? Cette abstention démontre bien qu'il n'y a pas de majorité dans le peuple pour la politique de casse sociale, d'irresponsabilité écologique et de piétinement de nos libertés fondamentales, il n'y a pas d'adhésion populaire au gouvernement Macron.

Là où la France Insoumise était en lice au second tour, bien que première force pâtissant le plus de l'abstention, elle a su remobiliser plus fortement l'électorat populaire et rassembler derrière ses candidat.e.s un large spectre de l'électorat qui souhaite à la fois résister aux politiques d'Emmanuel Macron et construire la nouvelle force humaniste, écologiste et sociale.

Le beau masque de la nouveauté de l'opération marketing du Macronisme commence cependant déjà à se fissurer. A peine la proposition de loi de « moralisation de la vie politique » était-elle présentée par François Bayrou que l'affaire Ferrand devenait inassumable, amenant à son exfiltration à l'Assemblée nationale pour bénéficier de l'immunité parlementaire. S'en est suivie l'affaire du Modem et des emplois fictifs du Parlement européen faisant tomber trois autres ministres, Sylvie Goulard, Marielle De Sarnez, puis François Bayrou lui-même. Et déjà d'autres affaires vont prendre le relais, à commencer par celle qui concerne la ministre du Travail elle-même, Muriel Pénicaud, qui dirigeait Business France, responsable de l'opération à Las Vegas visant à permettre au ministre Macron de rencontrer les patrons français par le biais de Havas, sans respecter la procédure légale d'appel d'offre.

Dans ce contexte, la France Insoumise a réalisé un premier exploit, celui de présenter des candidat.e.s dans la quasi-totalité des territoires de la République. La prouesse de ce jeune mouvement d'à peine un

an, au service duquel le PG s'est entièrement investi, a su faire émerger une grande diversité de professions et de situations sociales. Nous déplorons néanmoins l'échec de la parité. Des candidates subissant la précarité se sont effectivement désistées au dernier moment.

Après la présidentielle, la mobilisation sur le terrain a été encore plus importante pour les législatives. A la différence de 2012, la campagne fut réellement nationale. Face aux sirènes de l'unité et ses injonctions à l'alliance partidaire à l'ancienne, avec la France Insoumise nous avons privilégié la poursuite de la stratégie « fédérer le peuple » par le programme. Nous avons tenté en vain d'en convaincre nos partenaires potentiels et en premier lieu le PCF. Nous avons également à défaut tenté de convaincre d'une méthode de désistement dans un certain nombre de circonscriptions. Résultat, nous avons été en capacité de nous maintenir au second tour dans 74 circonscriptions. La présence d'autres candidatures proches comme celles du PCF ou de personnalités nous ont empêché d'y figurer dans 43 circonscriptions. Mais c'est bien la stratégie du populisme de gauche, sortant du périmètre de « l'autre gauche » et du cartel partidaire, qui nous a permis d'incarner une force politique crédible pour contester l'hégémonie du Macronisme.

La panique générée à la tête du système par l'ascension de notre force a eu pour conséquences des attaques répétées contre Jean-Luc Mélenchon dans les médias, alors que le FN était épargné. Malgré celles-ci, nous avons réalisé des scores remarquables autant dans les circonscriptions gagnées que dans nombre de circonscriptions où la victoire nous a échappé de quelques voix.

Nous sortons de cette séquence avec un groupe autonome à l'Assemblée nationale qui sera un point d'appui essentiel aux résistances à engager contre la politique du gouvernement. Nous avons constitué une force de plus de 500 000 citoyen.ne.s en « appui » et d'innombrables groupes d'appui prêts à l'action. Pendant la campagne, les assemblées citoyennes de circonscription ont vu leurs effectifs se multiplier. Nous avons emmagasiné une expérience militante dans de nombreux domaines, dans les équipes de campagne de circonscription, dans les livrets thématiques et les ateliers législatifs, et toutes les initiatives autonomes telles que celles portées par le réseau Discord insoumis. Nous nous devons de saluer à ce titre l'investissement particulièrement courageux pendant les campagnes présidentielle et législatives des syndicalistes et lanceu.rs/ses d'alertes qui se sont engagé.e.s dans la France Insoumise.

D'ores et déjà, nous nous impliquons dans les mobilisations contre les ordonnances visant la casse du Code du travail qui concernent à la fois le contrat de travail, les salaires, la santé, la sécurité au travail, l'assurance chômage et les retraites. Nous avons participé le 1<sup>er</sup> juillet à la manifestation contre la prolongation de l'état d'urgence et son inscription dans le droit commun au mépris des libertés fondamentales. Qu'il s'agisse de Bure, de Notre-Dame-des-Landes, de l'A45, d'EuropaCity, de la LGV Lyon-Turin ou de tant d'autres projets inutiles et imposés, nous poursuivons notre implication dans les batailles citoyennes et écologiques. Notre solidarité avec les migrant.e.s doit également se poursuivre face au renforcement des politiques sécuritaires à leur encontre comme à l'encontre des militant.e.s impliqué.e.s, dans un contexte aggravé d'irresponsabilité des pouvoirs publics dans ses politiques d'accueil. Rappelons que les militants de la Vallée de la Roya, relaxés en première instance, sont poursuivis en appel par le procureur (représentant de l'État). Nous soutenons également les mobilisations autour du handicap comme la grève de la faim initiée place de la République par des familles d'enfants en situation de handicap sans solutions. Nous participerons enfin cet été à la poursuite des caravanes des droits de la France Insoumise afin d'approfondir notre ancrage dans les quartiers populaires. L'accès aux droits pourra s'articuler également à la mobilisation contre la casse du droit du travail. Nous combattons la remise en question du statut des fonctionnaires, indispensable à la neutralité des services publics, ainsi que la suppression d'au moins 120 000 postes.

Notre engagement internationaliste ne faiblit pas. Fidèle à notre engagement constant pour la démocratie en Turquie, nous serons présent.e.s en tant qu'observa.teurs/trices internation.aux/ales au

tribunal d'Ankara ce 4 juillet pour le procès de Figen Yüksekdag, co-fondatrice du HDP, emprisonnée depuis huit mois et menacée de 83 ans de prison. L'écosocialisme continue également de tracer son chemin, avec une nouvelle traduction en cours du Manifeste en persan, manifeste qui sera également présenté à Budapest en Hongrie cet été. Nous suivons de près les travaux du PGE. Nous nous mobilisons contre les Traités de libre-échange CETA et désormais JEFTA (avec le Japon), et serons présent.e.s au Contre-Sommet du G20 à Hambourg. Enfin, après Rome, le 5<sup>ème</sup> Sommet du Plan B se tiendra à Lisbonne les 21 et 22 octobre 2017, dix ans après la signature du Traité de Lisbonne.

Le Parti de Gauche a porté à la fois l'élaboration du contenu programmatique *l'Avenir en commun*, et la stratégie visant son propre dépassement dans la dynamique du mouvement de la France Insoumise. Notre responsabilité est aujourd'hui immense. Comment poursuivre et amplifier cette fédération du peuple engagée et notamment dans les quartiers populaires où la France Insoumise a redonné goût à l'implication citoyenne ? Comment contribuer au développement de la France Insoumise sur l'ensemble des territoires ? Les attentes sur la poursuite de la dynamique vont être innombrables, certaines contradictoires. Le dépassement de la forme partidulaire classique et l'aspiration à une structuration démocratique. La volonté de campagnes nationales structurantes dans la résistance à la politique gouvernementale et celle de s'inscrire dans les luttes locales. La poursuite du travail d'élaboration programmatique et la volonté de contribuer à des formes d'auto-organisation locales pour pallier toutes les défaillances des pouvoirs publics. Une verticalité efficace grâce aux outils de la plateforme et une exigence d'horizontalité des initiatives de l'action, nécessitant à ces deux niveaux des cadres collectifs et légitimes au service de l'action, de l'implication citoyenne et de l'éducation populaire.

Parti creuset, en chantier au service de l'action, l'ensemble de nos instances du Parti de Gauche peut constituer un lieu de réflexion pour alimenter les propositions sur le devenir de la France Insoumise. Comment doit s'organiser un mouvement de 500 000 « appuis », ayant vocation à fédérer bien plus largement, transformer la colère froide des abstentionnistes en action et poursuivre la stratégie de révolution citoyenne dans une période où les prochaines échéances électorales n'arrivent que dans deux ans pour les européennes et dans trois ans pour les municipales ? Impliqué.e.s nationalement dans nombre de collectifs et localement dans nombre de luttes, nous avons aussi un rôle déterminant à jouer dans la constitution d'un front social large de combat. Comment contribuer à l'unité des forces syndicales, associatives, citoyennes et politiques ?

Quel doit être le rôle et le devenir du Parti de Gauche dans son articulation avec un mouvement citoyen France Insoumise qui n'a qu'un an et porte des espoirs qu'il s'agit de ne pas décevoir ? Bien d'autres questions se posent, toutes nos instances doivent en débattre et penser l'organisation de ce débat bien plus largement avec l'ensemble des insoumis.es.

Pour ce faire, nous appuyons l'idée de la tenue des premières estivales de la France Insoumise ouvertes aux autres composantes de l'espace politique, avec un temps PG, avec des réseaux d'intellectuels, de syndicalistes, lanceurs d'alerte et militants citoyens et associatifs, et souhaitons impliquer l'ensemble de nos intelligences collectives dans des ateliers qui permettront à l'ensemble des insoumis.es de se former et de s'impliquer activement. Les estivales seront alors le point de départ de cette nouvelle forme d'engagement au service du programme *l'Avenir en commun*, auquel le Parti de Gauche participera pleinement.

La France Insoumise organise une convention à l'automne 2017. Dans ce contexte, il est nécessaire qu'un congrès du Parti de Gauche soit convoqué au plus tard en 2018. D'ici là, les énergies mobilisées pendant les campagnes présidentielle et législatives doivent continuer à faire vivre nos revendications, en s'impliquant dans les luttes sociales, en relayant nos propositions et en soutenant les batailles parlementaires menées par les député.e.s de la France Insoumise.